



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 05/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP)

25 ET 27 ROUTE DU BASSIN N 6
92230 Gennevilliers

Code AIOT : 0006506287

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2026 dans l'établissement SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP) implanté 27 RTE DU BASSIN NUMERO 6 92230 Gennevilliers. L'inspection a été annoncée le 16/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est une inspection réactive suite à l'incident survenu sur site le 13/04/2026 ayant conduit à un déversement d'environ 60L d'essence dans une des cuvettes du dépôt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ DE GESTION DE PRODUITS PÉTROLIERS (SOGEP)
- 27 RTE DU BASSIN NUMERO 6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506287
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt d'hydrocarbures liquides, alimentés par pipeline et par barges, équipé d'un poste de chargement de camions et d'une unité de récupération des vapeurs.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 1 condition 2	Demande de justificatifs à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a informé rapidement l'inspection des installations classées (IIC) de l'incident après sa survenue (dans un délai de 3h) et a transmis la télédéclaration de l'incident sous 48 heures. Le présent rapport reprend les éléments constatés sur site lors de l'inspection réactive réalisée le 17/04/2026 et les justificatifs attendus par l'IIC suite à l'événement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/1995, article 1 condition 2
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident
Prescription contrôlée : Le responsable du dépôt pétrolier, exploitée par la société [...] sera tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait de l'exploitation des différentes installations qui sont de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.
Constats : Ce constat figure dans l'annexe confidentielle du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Suite à ces constats, l'exploitant devra : - 1) transmettre à l'IIC le bordereau de suivi de déchets correspondant au mélange SP98/eau/émulseur évacué du dépôt suite à l'incident attestant de son élimination dans une filière dûment autorisée ; - 2) transmettre à l'IIC les éléments permettant de déterminer s'il y a un risque de débordement

des produits contenus dans les bacs de la cuvette 1 dans la cuvette 5 et dans la cuvette de la gare d'arrivée TRAPIL compte tenu des trous effectués dans les parois de la cuvette 5 dans le cadre des travaux sur les tuyauteries et justifier si les distances d'effets thermiques du scénario « feu de cuvette 1 » sont susceptibles d'être modifiées en conséquence ;

- 3) informer l'IIC dès que les trous effectués dans les parois des cuvettes seront rebouchés et l'étanchéité garantie, photographies à l'appui : les trous réalisés dans les parois des cuvettes de rétention pour faire passer les nouvelles tuyauteries SP98 et HVO doivent être rebouchés au plus vite dès la pose définitive des nouvelles tuyauteries de remplacement ;

- 4) en raison des difficultés rencontrées pour effectuer un carottage traversant la dalle de la cuvette de rétention afin de contrôler l'absence de contamination des sols, et suite à la proposition alternative de l'exploitant : présenter à l'IIC sa stratégie de surveillance renforcée, a minima de la qualité des eaux souterraines au niveau du piézomètre situé à l'aval hydraulique des tuyauteries de la cuvette 5 et les résultats de cette surveillance ;

- 5) justifier que le scénario du POI feu de cuvette 5 en cas de déversement d'éthanol, peut également s'appliquer en cas de fuite d'une tuyauterie essence ou HVO en cuvette 5 et mettre à jour, le cas échéant, le POI ;

- 6) faire suivre à l'IIC les informations concernant le déroulement des travaux relatifs au remplacement d'une partie de la ligne HVO et sa remise en service ;

- 7) transmettre à l'IIC le rapport d'incident suite à la télédéclaration de l'événement en précisant notamment les actions correctives prises afin d'éviter tout renouvellement d'un tel événement.

Proposition de suites : Demande de justificatifs

Proposition de délais : 1 mois